



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 762

Texte de la question

EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Bacquet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Paul Bacquet. Monsieur le président, permettez-moi, au nom du groupe socialiste, de saluer la victoire de Barack Obama aux États-Unis. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Nous ne pouvons que saluer la vitalité d'une démocratie où 15 % d'électeurs supplémentaires se sont manifestés, nous satisfaire du rejet de l'ultralibéralisme de M. Bush et saluer l'immense espoir que cette élection lève dans le monde.

(*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Madame la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, malgré vos dénégations répétées, pis vos propos lénifiants, les Français ont pleinement conscience aujourd'hui que la crise financière touche de plein fouet notre pays, avec ses conséquences économiques et sociales, en particulier les licenciements qui succèdent aux licenciements.

Les suppressions d'emplois se multiplient : La Redoute - 675 d'emplois -, Adecco - 600 emplois -, Hewlett-Packard - 580 emplois -, Sanofi-Aventis - 927 emplois -, Altadis - 1 060 emplois -, Crédit Agricole - 250 emplois -, Renault - 4 900 emplois -, Free-Alice - 320 emplois -, Tyco Electronics - 620 emplois -, CAMIF - 509 emplois -, Ateliers industriels de l'aéronautique de Clermont-Ferrand - 400 emplois.

C'est aussi le chômage technique aux Chantiers de l'Atlantique, chez Manitou, Paulstra, NTN Transmission, Hutchinson et, bien sûr, le groupe PSA et Renault.

C'est donc plus de précarité, plus de pauvreté pour les plus faibles. Or, dans le même temps, nous prenons connaissance de la rémunération toujours à la hausse des grands dirigeants français.

M. Patrick Roy. C'est scandaleux !

M. Jean-Paul Bacquet. Jean-Philippe Thierry - AGF - : 23,2 millions d'euros ; Pierre Verlucca - Vallourec - : 12,4 millions d'euros ; Jean-Louis Beffa : 10,2 millions d'euros ; Xavier Huillard : 10 millions d'euros ; Alain Dupont - Colas - : 7 millions d'euros ; Philippe Montagner - Bouygues Télécom - : 6 millions d'euros ; Henri Proglio - Véolia - : 5,8 millions d'euros !

Madame la ministre, il est indécent que les plus faibles perdent leur emploi ou une partie de leurs faibles revenus alors que les plus riches voient leurs rémunérations toujours à la hausse.

Il est indécent de constater que l'on trouve aujourd'hui 320 milliards d'euros pour les banques, qui s'affranchissent d'ailleurs totalement des injonctions gouvernementales. Cela dit, comment pourrait-il en être autrement puisque vous n'avez même pas exigé que l'État siège au conseil d'administration pour vérifier la bonne utilisation de ces fonds ?

M. le président. Veuillez poser votre question, monsieur Bacquet !

M. Jean-Paul Bacquet. Ma question est simple : madame la ministre, quand allez-vous choisir d'augmenter les salaires et les retraites pour relancer la consommation des plus faibles et quand accepterez-vous de supprimer les privilèges, tel le bouclier fiscal que vous avez accordé aux plus riches ?

La crise actuelle n'est pas de la responsabilité des plus faibles. Ils en sont les victimes et il est de votre devoir de les aider ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Maxime Gremetz. Le rapport de la Cour des comptes !

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Monsieur le député Bacquet, vous savez l'estime que j'ai pour vous, notamment au titre de nos rapprochements auvergnats, mais cette question n'est pas digne de vous ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Vous avez opposé de façon purement sectaire, d'un côté, une politique en faveur du grand capital et, de l'autre, une politique en faveur de l'emploi. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Qu'est-ce que ça veut dire ? Est-ce que nos concitoyens attendent ce type de démagogie, de polémique au moment où il y a de la souffrance sur le terrain ?

M. Jean-Paul Bacquet. Répondez à ma question !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Je vais essayer de le faire le plus simplement possible.

D'abord, s'agissant des banques, quand il y a le feu dans la maison, la première chose à faire, c'est d'essayer de l'éteindre. Voulions-nous mettre par terre l'ensemble de notre système bancaire et ainsi compromettre l'épargne de tous les Français dont le compte en banque aurait été fragilisé ? Voulions-nous compromettre la totalité du financement de notre économie et des PME ? Non ! Il fallait donc d'abord éteindre l'incendie et réagir sur le terrain de la crise financière.

En revanche, il y a un problème qui est celui de l'emploi, vous avez raison. Je mesure l'ampleur de la tâche qui nous attend avec les difficultés et les crises qui se succèdent et auxquelles nous essayons de nous préparer. ("*Pompier pyromane !*" *sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Le plan qui a été fixé par le Président consiste à agir dans trois directions.

Premièrement, il faut faire en sorte que nous ayons un service public de l'emploi qui soit à la hauteur pour répondre et accompagner le mieux possible les demandeurs d'emploi qui en auront besoin.

Deuxièmement, là où il y a des crises et des incendies que vous avez sollicités, il faut se doter d'outils permettant d'aider les gens qui ont perdu un emploi à en retrouver un le plus vite possible.

Troisièmement - c'est le plus important -, il ne faut pas se contenter de subir les pertes d'emplois, mais aller chercher les emplois de demain dans les secteurs des services et du développement durable. C'est une rude tâche, monsieur Bacquet, vous avez raison, mais elle mérite mieux que des polémiques et, surtout, elle appelle une action sur le terrain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Bacquet](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 762

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Emploi

Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 novembre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 novembre 2008